

“Pour créer les conditions d'un miracle économique, il nous faut absolument une réforme du service civil”

Le premier budget du gouvernement Jugnauth n'a pas créé de mécontentement au sein de la population mauricienne. Toutefois, l'avis des spécialistes est important pour mieux comprendre les mécanismes sous-tendant les objectifs associés à la présentation d'un budget. Où en sommes-nous entre la création et le partage des richesses ? Y a-t-il suffisamment de mesures pour améliorer la croissance et encourager la création d'emplois ? Bref, sommes-nous mieux armés pour affronter les défis économiques dans un proche avenir ? Eric Ng Ping Cheung répond à nos questions.



Mauritius Times : Il semblerait que l'Alliance Lepep misait beaucoup sur le premier budget du ministre Lutchmeenaraidoo afin de prolonger le sentiment de “feel-good” parmi la population depuis la mise en application des premières mesures populaires juste après les élections, mais aussi pour se faire valoir comme une alternative sérieuse. Pari réussi, selon vous ?

Eric Ng Ping Cheung : A mon avis, c'est partiellement réussi, pas totalement. Le premier budget d'un nouveau gouvernement détermine tout le reste de son mandat ; normalement le premier budget est très important car il donne une indication de l'orientation économique du gouvernement sur les cinq prochaines années. Or le budget 2015-16 ne crée pas le sentiment qu'il réussira le pari du redressement ou du « miracle » économique dans les cinq prochaines années. Il manque définitivement d'audace, de conviction. C'est un budget qui ne fâche pas et qui semble vouloir remercier le peuple pour son soutien à l'Alliance Lepep lors des dernières élections. La preuve : on va jusqu'à ne pas augmenter la taxe sur l'alcool et les cigarettes...

On aurait pu comprendre les motivations et les objectifs politiques recherchés par le ministre si c'était le dernier budget du gouvernement avant des élections. Mais un premier budget doit jeter les bases de réformes profondes et sérieuses, qu'elles soient impopulaires ou non, cela afin de créer une nouvelle architecture économique solide, capable de favoriser une croissance plus forte durant les cinq prochaines années. A mon humble avis, ce budget a raté le coche, car il ne donne pas les meilleurs signaux possibles.

*** Un budget de redressement passe nécessairement par l'application d'une pilule amère. C'est ça ?**

Oui, dans un certain sens, même si les gens n'approuvent pas généralement l'application des projets de réforme ou de quelques changements drastiques. On parle beaucoup de discipline et de rigueur, mais la discipline et la rigueur ne transparaissent pas dans ce budget. On a toujours les “freebies”, comme les 6 m³ d'eau gratuite aux foyers, qui encourageront le gaspillage et l'augmentation des subventions sur les logements sociaux.

La discipline et la rigueur, c'est amener les gens à se mettre debout, non pas à quémander auprès de l'Etat. Avant de distribuer la richesse, il faut la produire grâce à des incitations aux entrepreneurs.

*** Il se peut que la méthode Lutchmeenaraidoo diffère profondément en termes d'approche et de philosophie de celle prônée par Rama Sithanan. Méthode qui avait donné des résultats concrets dans les années 80 ?**

Oui, sans doute. Toutefois, Vishnu Lutchmeenaraidoo me paraît aujourd'hui être plus conservateur et ne pas vouloir trop bousculer les choses. Or, il faut qu'il secoue le système qui comporte beaucoup d'obstacles et de conservatisme.

On sait très bien que pour générer des gains de productivité, aujourd'hui, il faut passer impérativement par une réforme du service civil et du secteur para-étatique. Les réformes de 2006 concernaient principalement l'entreprise privée, cela en termes de gouvernance et de restructuration. Ceci nous a permis de faire face à la crise mondiale de 2008.

Le pays a besoin, aujourd'hui, d'un nouveau souffle, et cela passe nécessairement par une réforme du secteur public. Or, le budget ne contient qu'une petite section ayant trait aux « public sector reforms », faisant mention de la création d'un ‘Civil Service College’.

Ce qui me fait dire que ce budget pêche par manque de courage pour affronter la réalité économique. C'est dommage car le gouvernement aurait bien pu profiter de l'état de grâce post-élections pour dégraisser le système.

*** Le service civil a bon dos — un « appropriate punching bag », semble-t-il, puisqu'on ne rate pas l'occasion de le critiquer. Qu'est-ce qui ne va pas avec notre secteur public ?**

Je crois que le service civil n'a pas évolué au même rythme que le secteur privé durant ces vingt dernières années. Concernant les heures de travail, on continue à travailler jusqu'à 16h00 alors que dans beaucoup de pays émergents,

“ Le ministre des Finances n'a pas taxé davantage les riches, allant à rebours du ton de ses discours. Il n'a fait que continuer à donner plus de subventions sociales. Il n'a pas touché à 'la vache sacrée' du secteur privé ni au service civil. Ainsi, je dis que c'est un budget qui ne veut fâcher personne. Or un ministre des Finances est là pour prendre des décisions difficiles, quitte à être impopulaire...”

“ Les prix vont inévitablement augmenter dans les mois à venir, ce qui réduira le pouvoir d'achat des Mauriciens. La Banque de Maurice a joué avec le feu en dévaluant la roupie, et elle s'est brûlée les doigts, ne pouvant pas renverser la vapeur, car elle a envoyé un mauvais signal en faveur d'une dépréciation continue de la roupie...”

les fonctionnaires terminent à 17h00. Quant aux procédures pour l'approbation des projets, elles sont toujours lourdes, pas mal de projets étant bloqués au niveau des collectivités locales et des services publics. Maintenant, on vient relancer l'idée d'une cellule ‘fast-track’ au niveau du ministère des Finances. Celle opérant auparavant au Prime Minister's Office a donné peu de satisfaction aux investisseurs. Donc, on aimerait bien voir un nouveau départ.

Il n'y a pas que le blocage dans le système. Il faut surtout augmenter la capacité de mise en œuvre et améliorer le ‘monitoring’ des projets. De bons projets gouvernementaux pèchent souvent par manque de suivi, comme on l'a vu avec les nouvelles routes Terre Rouge-Verdun et Ring Road. Il est plus que jamais nécessaire de situer les responsabilités et mettre en place un mécanisme de sanctions efficaces.

C'est trop facile de suspendre un fonctionnaire, mais qui continue à percevoir son salaire pendant des années jusqu'à ce que les responsabilités soient situées. Le ministre de la Fonction Publique, Alain Wong, a mentionné le chiffre de Rs 200 millions payées aux fonctionnaires suspendus entre 2005 et 2014. Il est temps d'y mettre bon ordre.

*** Qu'en est-il du « second miracle économique » annoncé depuis la dernière campagne électorale ? Les conditions de sa réalisation ont-elles été créées dans ce premier budget ?**

Non, pas vraiment. D'abord, je note que le budget ne fait nullement mention du terme « miracle économique », contrairement au Discours-Programme. Le ministre des Finances a dit, dans un premier temps, qu'il visait une croissance de 5,7% pour l'année civile 2016. Maintenant dans son discours du budget, il repousse l'échéance à l'année financière 2016-17.

Par ailleurs, il précise lui-même qu'il a fallu une croissance de 6,5% dans les années 80 pour avoir le plein emploi, soit le fameux miracle économique. Or la croissance dans les prochaines années restera inférieure à 6%. C'est tout dire...

Il n'est même pas sûr qu'on réalisera une croissance de 5,3% en 2015-16, car beaucoup de projets annoncés prendront du temps pour se concrétiser, ce que soit les ‘Smart Cities’ ou la transformation du port en un ‘regional hub’.

Je note aussi qu'il existe très peu de

mesures en faveur de l'agriculture. Les petits planteurs se sentent délaissés par ce budget. Généralement, tous les budgets accordent une attention spéciale à la communauté des planteurs. La seule mesure notable, c'est l'octroi d'une compensation de la part du SIFB, mais il faut préciser que c'est l'argent des planteurs, pas du gouvernement. Pas de grandes mesures également pour le secteur manufacturier, sinon l'annonce d'un comité pour étudier la protection des produits sensibles. Est-ce le retour au protectionnisme ?

En ce qui concerne le tourisme, on confirme l'arrivée de Lufthansa et de Austrian Airlines. C'est bien, mais il faut voir plus grand. Maurice a besoin d'une véritable politique de libéralisation de l'accès aérien vis-à-vis de l'Europe et d'autres destinations. Il faut une connectivité aérienne appropriée entre Maurice et l'Afrique.

En ce qui concerne les services financiers, on nous annonce la remise en place de la Financial Services Promotion Agency. J'espère qu'il n'y aura pas de conflit entre la FSPA et le Board of Investment en matière de promotion des services financiers. Sinon, à part l'exemption de la « withholding tax » sur les titres publics détenus par des non-résidents, il n'y a pas de mesures concrètes pour développer le marché des capitaux domestiques.

Bref, c'est un budget bien timide pour réaliser nos ambitions économiques.

*** Que faut-il en termes de politiques gouvernementales et de conditions endogènes et exogènes pour réussir un « miracle économique » ?**

Pour avoir un « miracle économique », il faut effectivement que les facteurs internes et externes soient réunis. Mais la situation est difficile tant sur le plan local qu'international.

Notre principal marché d'exportation, l'Europe, peine toujours à se relever. Au niveau local, pour créer les conditions d'un miracle économique, il nous faut absolument une réforme du service civil, et - en même temps - un secteur privé performant, qui ne soit pas ‘risk-averse’, qui diversifie ses produits et ses marchés et qui ouvre son management à toutes les compétences. La méritocratie doit aussi primer dans le secteur privé.

Il nous faut un partenariat efficace entre le secteur public et le secteur privé : ils doivent opérer au même rythme, regarder dans la même direction et être animés par le même esprit d'ouverture et de flexibilité pour dégager des gains de productivité et stimuler la croissance.

*** Il y a toutefois des mesures positives dans ce budget, notamment celles destinées à booster le secteur des PME, celles visant à corriger le ‘mismatch’ entre les compétences recherchées par les employeurs et les aptitudes des diplômés, ou celles visant une meilleure égalité sociale, la bonne gouvernance et la transparence. Qu'en pensez-vous ?**

L'exemption de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises enregistrées à la SMEDA pendant huit ans est une bonne mesure qui leur permettrait de réinvestir dans des équipements modernes.

En revanche, j'ai des réserves sur la création d'une SME Bank. Le ministre des Finances n'a pas précisé dans son discours si celle-ci remplacera la DBM ou lui fera concurrence. Quoi qu'il en soit, comme ce sera une nouvelle banque étatique, les mêmes causes auront les mêmes effets, à savoir que les interférences politiques dans l'octroi des prêts de la banque et dans les recrutements vont entraîner des pertes financières. Ce serait jeter l'argent des contribuables par la fenêtre. Voilà un test de bonne gouvernance et de transparence...

Par ailleurs, le gouvernement donnera une allocation annuelle de Rs 80000 à 3 000 diplômés chômeurs pour leur permettre de suivre des « crash courses » qui les rendraient

employables. J'estime que ces Rs 240 millions devraient être utilisés autrement. Au lieu de faire miroiter un emploi hypothétique à des diplômés, on peut créer tout de suite 3 000 emplois en accordant cette allocation à des employeurs qui acceptent de recruter ces 3 000 chômeurs. Grâce à un apprentissage sur le tas, les diplômés vont acquérir de l'expérience qu'ils pourront faire valoir sur leur CV. L'essentiel est qu'ils aient un pied dans l'entreprise.

*** Mais la création de 8 ‘Smart Cities’ et des cinq ‘Technopoles’ vont sans doute, au-delà de la création d'emplois et du ‘boost’ au secteur de la construction et nécessitant des investissements de quelque Rs 120 milliards, créer une dynamique certaine dans le pays dans le moyen et long termes, non ?**

Il est sûr que ces méga-projets donneront un certain dynamisme au secteur de la construction, mais encore faut-il remplir ces ‘Smart Cities’. Pour cela, il faut stimuler l'activité économique pour que des entreprises viennent s'y installer et créer des emplois. C'est cela qui est le plus important. Il nous faudra davantage d'ouverture vers l'étranger afin d'attirer des investissements et susciter des transferts de technologie.

Par ailleurs, n'oublions pas qu'il y a déjà beaucoup d'espaces inoccupés à Port Louis et même à la cybercity d'Ebène. Il est nécessaire de faire des études de marché pour bien comprendre l'environnement dans lequel les ‘Smart Cities’ vont opérer. Ces études nous diront si celles-ci seront rentables, ou si l'on risque d'avoir un ‘crash’ de l'immobilier et de se retrouver avec un certain nombre d'éléphants blancs...

*** Le ministre des Finances nous informe que six de ces méga-projets - les ‘Smart Cities’ - sont déjà prêts, dont ceux de Terra, Omnicane, Médine, etc. Cela pose-t-il problème que des projets du secteur privé, qui vont sans doute bénéficier de mesures d'accompagnement dont des exemptions fiscales, figurent dans un budget gouvernemental ?**

Pas vraiment, car un budget de l'Etat, c'est un budget pour la nation. Un budget ne nous indique pas seulement ce que l'Etat va faire, mais aussi ce que le secteur privé va entreprendre.

Si le ministre a obtenu la garantie que le secteur privé va effectivement investir dans tel ou tel projet, autant donc que ce soit dit en toute transparence, ce qui rassure les promoteurs privés...

*** Qu'en est-il du projet de transformation du port en un ‘hub régional’ qui, selon le ministre, va éventuellement favoriser la création d'emplois et le développement de notre économie océanographique, mais surtout qui va potentiellement apporter une ‘double-digit contribution to GDP’ dans le long terme ?**

Je crois que le gouvernement va sans doute faire appel à un financement public-privé. Le privé apportera des capitaux propres. Quant à l'Etat, il est temps qu'il commence à financer ses projets à travers l'émission de titres publics pour le projet en question. En soulevant des capitaux sur le marché local, il évitera une détérioration rapide de son déficit budgétaire. Dans le partenariat public-privé, la gestion de gros projets de développement sera entre les mains du privé, alors que l'Etat participe à l'actionnariat.

*** Par ailleurs, que faites-vous du « parainage » des poches de pauvreté, qualifié de « privatisation de la pauvreté » par certains membres de l'opposition, et la refonte du programme de Corporate Social Responsibility (CSR) ?**

Je ne comprends pas pourquoi on élimine toutes les directives du programme CSR. Ces ‘guidelines’ avaient pour logique d'encadrer les projets CSR des entreprises privées selon la vision et les priorités du gouvernement sur le plan social, éducatif, sportif ou de la pauvreté.

C'était aussi un mécanisme de contrôle sur la gestion de ce programme. Aujourd'hui l'élimination des directives vient créer un grand flou : on ne sait plus ce que représente une activité CSR.

Un déjeuner financé par une entreprise relève-t-il du CSR ? Est-ce que les entreprises auront le loisir de distribuer leurs contributions de CSR comme bon leur semble ?

*** Ça ne fait-il pas partie de la ‘corporate social responsibility’ de l'entreprise ?**

Ce n'est pas le rôle de l'entreprise privée d'aller éliminer les poches de pauvreté. Ce rôle revient à l'Etat qui prélève des impôts pour cela. Le CSR est une responsabilité secondaire pour l'entreprise. La fonction première de l'entreprise, c'est de faire du business, de créer des emplois. C'est cela, sa réelle contribution au domaine social.

Le gouvernement ne doit pas abdiquer ses responsabilités dans le combat contre la pauvreté. On ne peut pas non plus donner le champ libre aux entreprises pour faire des projets sociaux à leur manière, et espérer qu'elles apporteront des résultats concrets en termes de recul de la pauvreté.

Je crois qu'il faut plutôt changer les règles du jeu par rapport au financement des ONGs. Nous savons que beaucoup d'associations communautaires n'ont pas accès aux fonds du CSR pour différentes raisons. Les ONG connaissent mieux le terrain social que les entreprises.

“ Le pays a besoin, aujourd'hui, d'un nouveau souffle, et cela passe nécessairement par une réforme du secteur public. Or, le budget ne contient qu'une petite section ayant trait aux « public sector reforms », faisant mention de la création d'un ‘Civil Service College’. Ce qui me fait dire que ce budget pêche par manque de courage pour affronter la réalité économique...”

“ La dévaluation de la roupie constitue une taxe sur les consommateurs. La roupie a été dépréciée de 20% depuis le début de l'année vis-à-vis du dollar américain. Celui-ci est passé de Rs 30 à Rs 36 en l'espace de trois mois : cela équivaut à une taxe de 20% à l'importation, l'Etat récoltant plus de TVA et de droits de douane...”

Celles-ci doivent leur accorder plus de considération.

*** Pour revenir au financement du budget, les commentaires du CEO de Grant Thornton interpellent : « Les mesures de ce premier budget pourraient motiver la croissance sur le moyen et le long termes, puisque la dévaluation de la roupie se charge déjà d'assurer la croissance sur le court terme... ». Et de conclure : « Devrions-nous donc nous réjouir de ce ‘no-tax budget’, ou va nous demander si nous ne le finançons pas déjà à travers une réduction de notre pouvoir d'achat ? » Qu'en pensez-vous ?**

Pour moi, la dévaluation de la roupie n'est nullement une manière de stimuler la croissance à court terme parce que l'inflation via la création monétaire crée une illusion de croissance. Il y a croissance réelle quand les revenus augmentent plus vite que les prix.

Par ailleurs, je récusé ce terme ‘no tax budget’. Il faut plutôt dire ‘no additional tax budget’. Les impôts ne disparaissent pas dans ce budget ! Les recettes fiscales, d'après le ministère des Finances, augmenteront de 8%, passant de Rs 72 milliards en 2014 à Rs 78 milliards en 2015-2016. Donc, les gens vont payer plus de taxes.

De plus, la dévaluation de la roupie constitue une taxe sur les consommateurs. La roupie a été dépréciée de 20% depuis le début de l'année vis-à-vis du dollar américain. Celui-ci est passé de Rs 30 à Rs 36 en l'espace de trois mois : cela équivaut à une taxe de 20% à l'importation, l'Etat récoltant plus de TVA et de droits de douane. Sans compter qu'il y aura des « grants », des aides étrangères, de l'ordre de Rs 2,6 milliards en 2015-16 contre Rs 400 millions en 2014.

D'autre part, avant le budget, le prélèvement de la State Trading Corporation dans le ‘Build Mauritius Fund’ a été augmenté de trois roupies, ce qui représentera une ponction de Rs 1,2 milliards sur un an. Au lieu de baisser le prix des carburants par Rs 3, l'Etat taxe les usagers de la route pour financer ses projets. Tout cela pour dire qu'il peut financer son budget sans avoir à introduire de nouvelles taxes.

Je ne suis pas aussi conservateur que le ministère des Finances qui prévoit une inflation de seulement 3,0% en 2015-2016. Les prix vont inévitablement augmenter dans les mois à venir, ce qui réduira le pouvoir d'achat des Mauriciens. La Banque de Maurice a joué avec le feu en dévaluant la roupie, et elle s'est brûlée les doigts, ne pouvant pas renverser la vapeur, car elle a envoyé un mauvais signal en faveur d'une dépréciation continue de la roupie.

Sur le moyen et long termes, ce budget peut soutenir le développement économique, mais je crois que le plus important est l'emploi dans le court terme. Curieusement, le budget n'a pas fait d'estimation du taux de chômage pour l'année 2015.

*** En fin de compte, la question qui se pose, c'est : « where is wealth going to come from and where will it go ? » Vos commentaires ?**

Le budget met beaucoup d'accent sur la construction, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'externalisation. C'est de là que viendra la création d'emplois et de richesses. On veut attirer plus d'opérateurs dans le secteur de l'externalisation en donnant des facilités pour le recrutement du personnel étranger et pour des cours de formation.

Pour ce qui est de la redistribution des richesses, le ministre des Finances n'a pas taxé davantage les riches, allant à rebours du ton de ses discours. Il n'a fait que continuer à donner plus de subventions sociales. Il n'a pas touché à ‘la vache sacrée’ du secteur privé ni au service civil.

Ainsi, je dis que c'est un budget qui ne veut fâcher personne. Or un ministre des Finances est là pour prendre des décisions difficiles, quitte à être impopulaire.